

# COURRIER SOCIALISTE EUROPEEN

LT

SERVICE DE PRESSE du Bureau de liaison des partis socialistes de la Communauté Européenne  
et du Groupe Socialiste du Parlement Européen

LUXEMBOURG - Centre européen, plateau du Kirchberg  
Tél. 477 11 et 47 27 97 - Telex: PARLEUROLUX 494

REPRODUCTION AUTORISEE

ACTION EN FAVEUR DU BIAFRA

par

Ludwig Metzger

Membre du Bundestag

1er Vice-président du Parlement européen

LIBRARY

Comme membre d'une délégation de la sous-commission d'assistance humanitaire en Afrique, du Bundestag allemand, Ludwig Metzger, Membre du Bundestag (Parti social-démocrate d'Allemagne) et 1er Vice-président du Parlement européen, a entrepris un voyage au Nigéria et, en particulier, dans les régions en détresse du Biafra. La correspondance socialiste européenne publie ci-dessous des extraits d'un rapport élaboré par Ludwig Metzger à la suite de ce voyage :

L'oeuvre accomplie par la Croix-Rouge, le Conseil oecuménique, le "Diakonisches Werk" et la Caritas est remarquable. La distribution de vivres et de médicaments se fait par le propre personnel des associations charitables et sous un contrôle efficace. Aucun service officiel n'intervient dans cette action. Des quantités minimales seulement des dons parviennent à la mauvaise adresse. Sont ravitaillées

- Paraît au moins une fois par mois -

Abonnements: 1 an: 250 frs lux., 6 mois: 150 frs lux.. Banque: Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine, Luxembourg. Compte N° 02/402507 du Courrier Socialiste Européen. - Les articles qui paraissent dans ce bulletin n'expriment pas nécessairement l'opinion des éditeurs.

les personnes en détresse dans toutes les régions touchées par la guerre tant dans le réduit du Biafra qu'en dehors.

Nous nous sommes rendus au Biafra par un avion de transport de la Croix-Rouge partant de Cotonou, capitale du Dahomey, le voisin occidental du Nigéria. Un orage africain, qui secouait l'avion et faisait glisser le chargement de vivres d'un bord à l'autre, a obligé le pilote à faire trois tentatives d'atterrissage sur le terrain d'aviation d'Uli plongé dans l'obscurité. En moyenne, les pilotes font ce trajet trois fois par nuit et volent pendant 14 heures. Après deux heures de voiture nous sommes arrivés vers 5 heures du matin dans notre cantonnement près de la capitale provisoire Umuahia (qui entretemps a été investie par les troupes nigériennes). Lorsque, le jour venu, nous avons visité les environs, nous avons pu voir beaucoup de personnes occupées à leur travail et qui semblaient normalement nourries. La moindre parcelle de terrain était plantée. Ce n'est que dans les "sickbays" (postes d'infirmiers) que nous avons trouvé des personnes visiblement affamées dont, au moment de notre visite, 116 se trouvaient dans le réduit, dans les hôpitaux et dans les camps de réfugiés. Il est évident que l'assistance fournie en vivres et en médicaments est efficace. Il n'y a pas bien longtemps, des milliers de personnes mouraient encore chaque jour de faim. A l'époque de notre visite, le point critique semblait dépassé. Mais, les grands yeux et les corps pitoyables de nombreux enfants ainsi que la femme complètement désemparée que l'on venait de retrouver dans la brousse nous rappelaient que si l'assistance humanitaire venait à faire défaut, cela aurait des conséquences catastrophiques pour beaucoup de personnes.

Dans la mesure où l'on considère cette assistance comme une obligation, on ne peut oublier que le point de départ en sont des faits politiques. Aussi avons nous tenté avec sérieux de constater ces faits. Nous avons eu l'occasion de parler avec beaucoup de personnes tant au Biafra que plus tard à Lagos et à Calabar, une région investie par les troupes fédérales et dans laquelle habite une minorité, les Efiks, qui réclame pour elle le Biafra. Nous avons eu également des conversations

franches et exhaustives avec Ojukwu, le chef du Biafra, et avec Gowon, le président du Nigéria.

Lorsqu'en mai 1967, Ojukwu a déclaré indépendante la région orientale du Nigéria qu'il gouvernait et qu'il a tenté de séparer le Biafra du Nigéria, une action de police des troupes fédérales nigériennes a commencé qui s'est transformée en guerre. Plus personne ne songe à prétendre sérieusement aujourd'hui que cette guerre est une guerre de religion. Il est vrai que sur les trois tribus principales du Nigéria (les Haussas avec les Fulanis, les Jorubas et les Ibos), les Haussas sont musulmans alors que les Ibos, la tribu prépondérante au Biafra, sont dans leur majorité chrétiens. Mais Gowon, qui est lui-même chrétien protestant, a fait remarquer à juste titre que le Nigéria, sans le Biafra, compte davantage de chrétiens qu'il n'y en a au Biafra. Ojukwu fonde la nécessité d'une souveraineté du Biafra sur le fait que les Nigériens veulent exterminer la tribu des Ibos. De fait, en septembre et octobre 1966, un massacre effroyable a provoqué dans le Nord du Nigéria (où habitent les Haussas) la mort de nombreux Ibos qui y étaient employés dans l'armée, dans l'administration ou dans d'autres secteurs. Le nombre des victimes a été chiffré à 30.000. D'autre part il ne faut pas oublier que d'autres événements s'étaient déjà produits et qu'en janvier 1966 un coup d'Etat a été provoqué par les officiers Ibos qui n'a certes pas fait autant de victimes que les événements ultérieurs, mais qui a quand même donné lieu à des assassinats comme celui du Premier Ministre de la République fédérale.

Alors que d'octobre 1966 jusqu'au mois de mai 1967, c'est-à-dire jusqu'au début de la guerre, le calme régnait et qu'il n'y avait pas de massacres, de nombreux Ibos, sans compter les civils, ont été tués sur les champs de bataille. Il nous a toutefois été affirmé dans la région de Calabar que les soldats Ibos n'ont pas été particulièrement tendres avec la population et ont tué des civils. Nous n'avons rencontré aucun Efik qui aurait voulu appartenir à un Etat biafrais dirigé par les Ibos. Ce sentiment de la population de l'endroit nous a également été confirmé par les collaborateurs du service de la Croix-Rouge allemande auxquels nous avons rendu visite.

La population Ibo du Biafra est subjectivement convaincue que les Nigériens veulent les exterminer de propos délibéré. Nous en avons fait maintes fois l'expérience. Le dernier jour de notre séjour au Biafra, alors que nous étions prêts à nous rendre de Umuahia au terrain d'aviation d'Uli, nous avons pu entendre des tirs d'artillerie dans les environs immédiats de la ville. Nous avons été brusquement entraînés dans une fuite panique. Sur les visages des hommes se lisait non seulement la peur des batailles possibles mais aussi la peur de ce qui pourrait leur arriver. L'idée que l'on ne veut nullement les épargner est encore renforcée chez les Ibos par les attaques aériennes des Nigériens dont nous avons pu voir les effets.

Nous avons fait clairement entendre à Gowon que nous considérons ces attaques non seulement comme inefficaces du point de vue militaire mais encore qu'elles faisaient un tort énorme au gouvernement de Lagos parce qu'elles durcissent inutilement les relations entre les deux partis en cause et rendent les entretiens plus difficiles. Gowon a assuré qu'il n'était pas du tout dans son intention de bombarder des objectifs civils ou de mitrailler des civils et a en même temps fait valoir que les premières attaques aériennes sur Lagos étaient le fait des Biafrais. Il nous a adjuré de le croire et a tenté de nous convaincre qu'il n'était absolument pas dans ses intentions d'exterminer la tribu des Ibos. J'ai eu l'impression qu'il croyait profondément à ses assertions. Certaines constatations montrent qu'il faut faire une différence entre des actions émotionnelles et le comportement dans la coexistence lorsque les conditions de vie sont plus ou moins normales. 30.000 Ibos vivent encore à Lagos et poursuivent leur travail sans difficultés. Les représentants de la Croix-Rouge à Lagos nous ont assuré qu'à Enugu et dans les environs 500 Ibos traversent journallement les lignes de combat et se rendent à leurs anciens habitats sans qu'il leur arrive quelque chose.

Tout cela prouve qu'il serait faux de présenter un tableau en noir et blanc. Sur la base de nos constatations et de notre expérience historique nous avons déclaré en toute franchise à Ojukwu et à Gowon que selon notre conviction la faute n'incombe pas à une des deux parties en cause mais aux deux. Dans la mesure où l'on est prêt à admettre cette vérité, il serait possible de négocier avec les plus grandes chances de succès. Il faudrait

s'efforcer de part et d'autre à oublier la haine. Du point de vue militaire, il est impossible de trouver une solution pour autant que l'on recherche une pacification réelle. Bien entendu, il importerait de créer les garanties nécessaires afin de donner à la population Ibo la sécurité contre toute action spontanée. Mais lorsque Ujukwu déclare ne vouloir renoncer en aucun cas à une force militaire personnelle qui lui serait entièrement soumise et lorsqu'il réclame, ceci étant une condition sine qua non, que le Biafra puisse en tout temps faire appel à des puissances et à des organisations tierces, il crée des conditions préalables qui rendent l'ouverture de négociations très difficiles sinon impossibles.

Au cours de notre voyage nous avons pu constater une grande détresse provoquée par les hommes. Mais nous avons aussi rencontré beaucoup d'hommes qui avec désintéressement et esprit de sacrifice s'attaquent à la détresse avec toutes leurs forces. Partout nous avons vu des hommes de toutes les nations, des jeunes et des vieux, qui ne parlaient pas beaucoup, mais qui agissaient. C'est à eux que s'adresse ma pensée.

